

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4847 - VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2024

HAUSSE DES TARIFS DE TRANSPORTS EN COMMUN

Le gouvernement invité à la table de négociation

L'intersyndicale des transporteurs du Congo souhaite échanger de nouveau avec le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, au sujet de l'augmentation des tarifs de transports en commun. « Face à la léthargie délibérée du ministère des Transports pour la signature et la transmission du compte-rendu des travaux de la commission élargie chargée d'examiner les préoccupations de l'intersyndicale, nous vous informons qu'à partir du lundi 7 octobre prochain, indépendamment de notre volonté, les tarifs de transports connaîtront une augmentation », indique l'intersyndicale des transporteurs en commun dans une correspondance adressée au Premier ministre. **Page 3**



Une vue des bus de transport en commun en pleine circulation à Brazzaville/DR

POINTE-NOIRE

Construction d'un nouveau terminal portuaire



La société Congo Terminal, filiale de« Pointe-Noire business Forum », la construction d'une nouvelle plateforme portuaire au Port auto-

nome de Pointe-Noire (PAPN) pour un investissement global de près de 400 millions d'euros. Opérationnel à partir de 2027, ce nouveau terminal sera doté de 750 m linéaires de quais avec un tirant d'eau de 17m ; 26 hectares de terre-plein et 16 portiques 100% électriques dont 4 portiques de quai et 12 autres de parc. « Le projet "Môle Est" marque un tournant pour le port de Pointe-Noire. Il va permettre de créer plus de 900 emplois supplémentaires et dynamiser les échanges économiques dans la sous-région », a indiqué le directeur général du PAPN, Séraphin Bhalat. **Page 16**

GESTION DES CATASTROPHES

Accélérer le processus de la refondation du Génie militaire

Le Congo et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) entendent accélérer la mise en œuvre de la refondation du Génie militaire face aux besoins des popu-

lations en matière d'assainissement du milieu urbain et de prévention des catastrophes naturelles. Au cours d'un entretien avec le ministre de la Défense nationale, Charles Richard

Mondjo, la représentante résidente du Pnud, Adama-Dian Barry, a réitéré l'engagement de son organisme dans la mise en œuvre de ce projet. **Page 2**

CHU-B

La Fésytrasas expose ses revendications



Les deux parties pendant la séance de travail/Adiac

Une délégation de la Fédération syndicale des travailleurs de la santé et des affaires sociales (Fésytrasas), conduite par son secrétaire général, Berthelet Zebal, a rencontré jeudi le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Léon Alfred Opimbat, auprès de qui elle a fait le point des préoccupations des agents évoluant au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B). Au plan social, les syndicats épinglent le retard de deux mois de salaires

et trois mois d'arriérés auxquels s'ajoutent les allocations familiales non versées depuis plusieurs années. « Au plan fonctionnel, nous dénonçons la situation "chaotique" et "alarmante" dans laquelle se trouve le CHU-B qui ne dispose pas d'un plateau technique suffisant pour assurer une bonne prise en charge des patients, malgré le prêt contracté auprès de la BDEAC pour pallier ce problème », a souligné le secrétaire général. **Page 16**

UNIVERSITÉ MRIEN-NGOUABI
L'intersyndicale lance un préavis de grève **Page 6**

Éditorial

Système éducatif **Page 2**

ÉDITORIAL

Système éducatif

La problématique de l'éducation de qualité en vue d'améliorer le niveau scolaire et renforcer la performance du système éducatif implique des approches novatrices à l'orée de la nouvelle année scolaire

Améliorer la gouvernance du système tel qu'envisagé dans les recommandations formulées en septembre dernier par le Conseil national de l'Enseignement général sous-entend également une modernisation des infrastructures qui favorise un accès équitable aux programmes d'alphabétisation. Des défis auxquels s'attèle chaque année le ministère de l'Enseignement général.

Le rapprochement des apprenants des lieux d'apprentissage aiderait non seulement à réduire le décrochage scolaire, mais aussi à permettre au Congo de s'arrimer au quatrième Objectif de développement durable des Nations unies qui recommande l'accès de tous à une éducation sur un pied d'égalité et donner à tous les possibilités d'apprentissage tout au long de leur vie.

L'ambition étant de taille, donner un souffle nouveau au système éducatif national signifie également la création par l'Etat de nouvelles universités dans d'autres départements du pays. Ce qui permettra de désengorger celles qui sont implantées à Brazzaville où les capacités d'accueils restent encore une épine sous le pied des pouvoirs publics, en dépit des efforts consentis à travers la construction de nouveaux amphithéâtres.

Les Dépêches de Brazzaville

PROJET D'APPUI À LA REFOUNDATION DU GÉNIE MILITAIRE

La phase II devra accélérer la cadence

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a conféré avec la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo, Adama-Dian Barry. Les deux parties ont passé en revue l'état d'avancement de leur programme commun de coopération signé l'année dernière, à savoir le projet d'appui à la refoundation du génie militaire.



Le ministre de la Défense nationale s'entretenant avec la représentante du Pnud au Congo/Adiac

« C'était une visite de travail dans le cadre du partenariat qui lie le Pnud au ministère de la Défense nationale. Depuis maintenant plus d'un an, on collabore dans la restructuration des services de génie. Dans une première phase, nous avons fait de la formation ; récemment, c'était l'occasion de restituer le projet, son état d'avancement au ministre, il y a quelques semaines », a déclaré Adama-Dian Barry à sa sortie de l'audience.

La représentante résidente du Pnud au Congo a, en outre, indiqué qu'elle était ve-

nue recevoir les orientations du ministre, à savoir comment on peut maintenant accélérer, passer à une phase plus opérationnelle de ses formations qui ont été faites, permettant au service de génie d'être à proximité de la population, dans une dynamique collaborative, citoyenne pour faire face aux besoins de la population, en milieu rural, notamment pour tout ce qui est assainissement, prévention des catastrophes naturelles, notamment en ce que nous sommes en période hivernale qui arrive à grand pas...

Guillaume Ondze

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara, ,

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

TRANSPORT EN COMMUN

L'intersyndicale appelle le gouvernement à la table de négociation

L'intersyndicale des transporteurs du Congo souhaite de nouveau échanger avec le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, au sujet de l'augmentation des tarifs de transports en commun. Le but étant de trouver un compromis profitable aux deux parties.

« Face à la léthargie délibérée du ministère des Transports pour la signature et la transmission du compte-rendu des travaux de la commission élargie chargée d'examiner les préoccupations de l'intersyndicale, nous vous informons qu'à partir du lundi 7 octobre prochain, indépendamment de notre volonté, les tarifs de transports

connaîtront une augmentation », indique le communiqué de l'intersyndicale des transporteurs en commun.

« L'urgence étant de préserver une rentrée scolaire apaisée. Le ministre des Transports semble être insensible face aux priorités de l'heure. Il a rejeté la proposition de faire surseoir le prélèvement

des augmentations sur les taxes faisant l'objet des débats durant les négociations. Cette situation est mise à profit par ce dernier, qui a mis en application toutes dispositions financières décrétées, faisant l'objet des négociations entre les parties prenantes », poursuit le communiqué.

D'après l'intersyndicale, c'est de-

puis 2013 que le ministère des Transports manifeste une volonté négative dans le traitement de leurs préoccupations. Le collectif demande, de ce fait, l'implication personnelle du Premier ministre pour des solutions idoines, tout en prenant en compte les conclusions de la commission élargie.

Lopelle Mboussa Gassia

URGENCE CLIMATIQUE

Perfect management and entrepreneurship center lance «La déclaration des jeunes»

A la suite du séminaire de formation et de renforcement des capacités des jeunes sur la crise climatique tenue à Brazzaville du 25 au 27 juillet dernier, l'association Perfect management and entrepreneurship center que dirige Grâce Périclès Mongo-Bouya vient de mettre à disposition des autorités congolaises "La déclaration des jeunes" sur l'urgence climatique.

La déclaration dont le contenu épouse les actions définies dans le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) ainsi que l'Appel des scientifiques du monde sur l'urgence climatique a été adoptée lors dudit séminaire qui avait réuni les jeunes chrétiens, musulmans, ceux des universités et ceux de la société civile. Ce séminaire, placé sous le patronage du secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse, Prince Michrist Kaba Mboko, a bénéficié de l'appui de la Conférence des églises de toute l'Afrique, du Secrétariat général de la jeunesse de l'Eglise évangélique du Congo, du Conseil supérieur islamique du Congo et de la Banque postale du Congo.

Les participants à ce séminaire ont, par le biais de cette déclaration, exprimé leur profonde préoccupation face aux défis environnementaux auxquels la République du Congo est confrontée. Les recommandations présentées auprès des autorités congolaises constituent une feuille de route pour engager une transition écologique ambitieuse et équitable. En agissant dès maintenant, le Congo pourrait limiter les impacts du changement climatique et préserver son environnement pour les générations futures. Faisant de cette démarche un itinéraire d'expression, cette déclaration des jeunes congolais sur l'urgence climatique propose dix points.



Les participants posant pour la postérité/DR

Le premier point est la mise en place d'un réseau des jeunes congolais sur la préservation de l'environnement. Il s'agit de créer un réseau de jeunes congolais passionnés par l'environnement. Ce réseau aurait pour objectif de fédérer les initiatives locales, de sensibiliser le grand public aux enjeux environnementaux et de former les jeunes à des pratiques durables.

Le deuxième point c'est l'encouragement du secteur agricole dans l'utilisation des engrais bio au Congo. Il s'agit là de favoriser l'utilisation d'engrais biologiques pour réduire la pollution des sols et des eaux, améliorer la santé des consommateurs, et renforcer la résilience des exploitations agricoles face aux changements climatiques. Le troisième point concerne la mise en place d'un projet de recherche avec les banques (la banque verte). Ce projet vise à établir un partenariat avec des banques "vertes"

pour financer des initiatives environnementales au Congo. L'objectif étant de soutenir la transition vers une agriculture biologique en finançant des projets pilotes. Le quatrième point concerne la réduction de la production des alternatives au bois en encourageant l'utilisation des énergies renouvelables. Il s'agit de diminuer progressivement la production du charbon afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre le changement climatique.

La sensibilisation des jeunes s'impose à l'urgence climatique

Le cinquième point concerne la réduction de l'usage des énergies qui émettent les gaz à effet de serre. Ici, l'objectif est de limiter le réchauffement climatique en réduisant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre en migrant vers l'énergie renouvelable. La sensibilisation des jeunes

aux lois en vigueur en République du Congo sur la préservation de l'environnement est le sixième point de "La déclaration des jeunes congolais" sur l'urgence climatique. Il s'agit d'informer les jeunes congolais sur les lois en vigueur pour protéger l'environnement, en veillant à son application. Le septième point est la prise en charge des bénévoles dans la lutte contre le changement climatique. Il s'agit de mobiliser collectivement les bénévoles, acteurs indispensables pour la lutte au changement climatique ; de créer un engagement dans des diverses actions telles que le nettoyage des plages, la plantation d'arbres, la sensibilisation dans les écoles ou encore le soutien à des projets d'énergies.

Le huitième point de "La déclaration des jeunes congolais" sur l'urgence climatique concerne la mise en place d'un fonds de soutien par le gouvernement afin de sou-

tenir les activités des associations et organisations non gouvernementales (ONG) qui militent sur la préservation de l'environnement. Ce fonds permettra aux associations et ONG environnementales de bénéficier de ressources supplémentaires pour mettre en œuvre leurs projets. Il s'agit de soutenir concrètement leur action sur le terrain et de favoriser l'émergence d'initiatives innovantes en faveur de la biodiversité et du climat. Le neuvième point de cette déclaration concerne l'implication des jeunes dans les activités de plantation d'arbre. En effet, face à l'urgence climatique, la participation des jeunes aux décisions de politiques environnementales est plus que jamais nécessaire. Il est question d'intégrer les jeunes dans l'élaboration de politiques environnementales ambitieuses et à long terme pour le bien des futures générations.

Enfin, le dixième point de "La déclaration des jeunes congolais" sur l'urgence climatique concerne l'incitation des jeunes à participer activement à la mise en œuvre des projets communs sur la protection de l'environnement. Ici, l'objectif est de mobiliser les jeunes pour qu'ils s'impliquent concrètement dans la protection de l'environnement, tout en encourageant à participer à des projets collectifs, en leur donnant les moyens d'agir et de devenir acteurs du changement.

Bruno Zéphirin Okokana

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

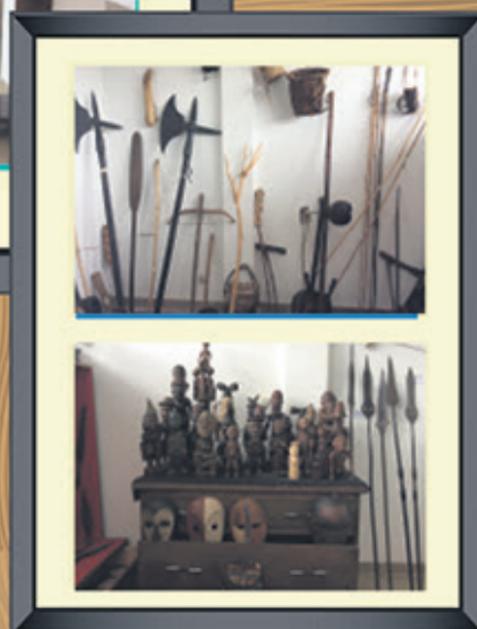
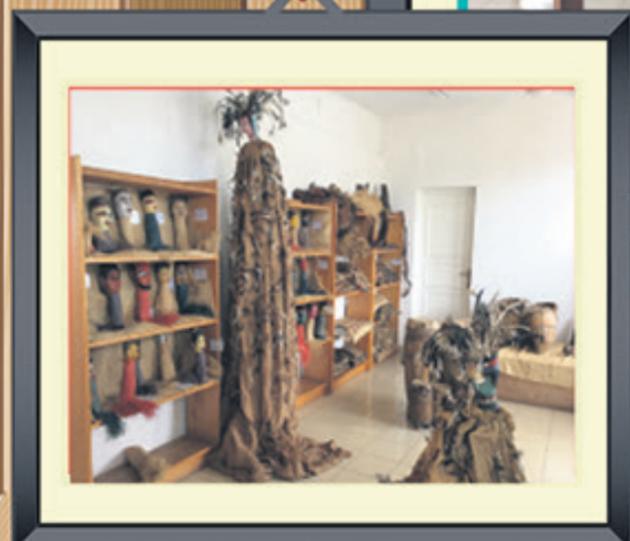
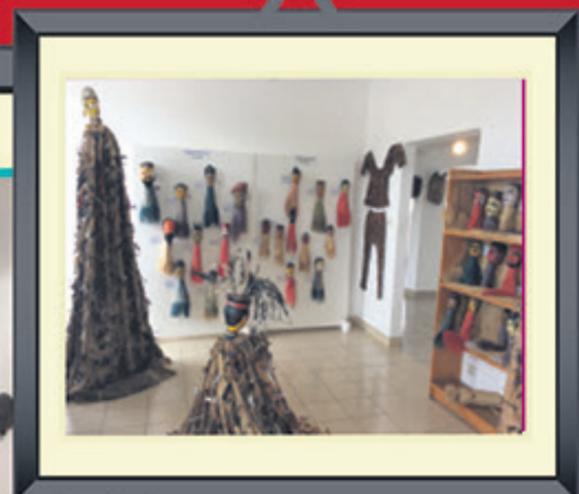
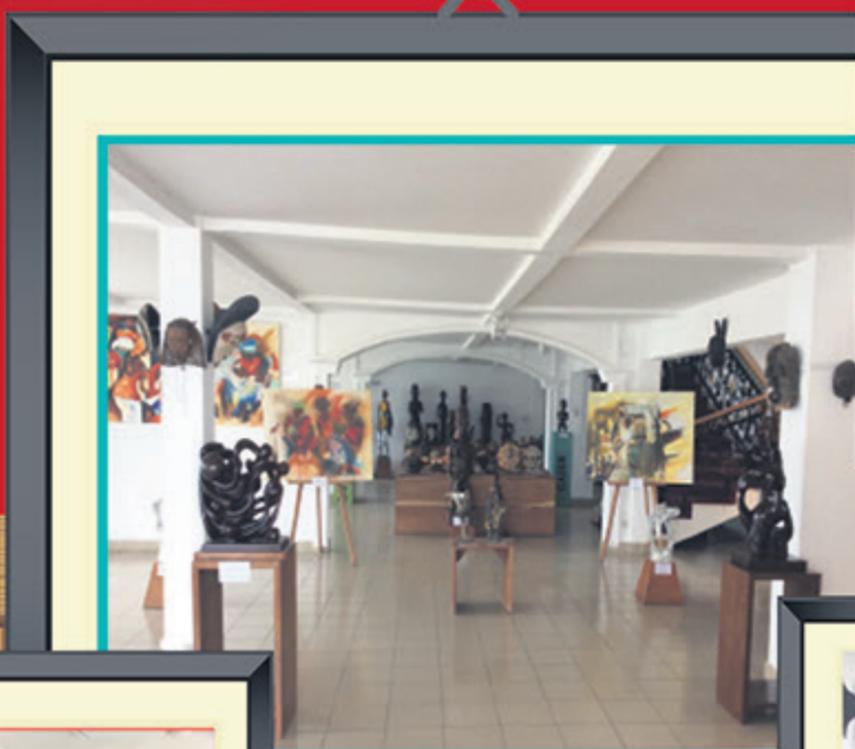
MUSIQUE

Musée Congo

du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

DISTRICT SANITAIRE DE MFILOU

Renouvellement des comités locaux de santé

La restructuration des Comités de santé (Cosa) se poursuit avec la désignation, le 24 septembre, des membres des bureaux exécutifs des Cosa des aires de santé des quartiers Kibouendé, Moutabala et Itsali, dans le septième arrondissement, Mfilou. Ces leaders communautaires devront contribuer à la bonne gestion de leur district sanitaire et l'accès aux services de santé de qualité.

L'assemblée générale électorale des membres des bureaux exécutifs des Cosa des Centres de santé intégrés (CSI) des quartiers Kibouendé, Moutabala et Itsali, s'est déroulée en présence de l'administratrice maire de Mfilou, Bibiane Itoua, ainsi que des notables de la localité. Cette agglomération de plus de 380 000 habitants répartis dans treize quartiers est dotée de trois CSI souvent confrontés au manque de médicaments et d'autres moyens (lits, plateau technique).

Comme dans les autres districts sanitaires de la capitale, à Mfilou le personnel soignant fait face régulièrement aux cas de paludisme notamment chez les enfants, de maladies diarrhéiques et de pathologies respiratoires. La mobilisation des membres des Cosa est nécessaire pour assurer la sensibilisation à la base et relever les nombreux défis, a lancé le médecin chef du district sanitaire de Mfilou, Pauline Mpolo. « Les Cosa cogèrent les CSI avec le personnel soignant. Nous comptons sur l'appui

de ces Cosa afin d'améliorer la question de nos interventions », a-t-elle ajouté.

En période de risques épidémiologiques, les relais communautaires sont sollicités en vue des campagnes de prévention et de sensibilisation à vaccination, y compris pour la distribution des kits sanitaires. Elus pour trois ans, les bureaux exécutifs des Cosa de Kibouendé, Itsali et Moutabala sont composés chacun de cinq membres. À l'instar des autres leaders communautaires, Benoît Mberi, le président du Cosa de Kibouendé, a promis d'œuvrer pour l'amélioration des offres de soins au sein de son CSI et le dialogue entre les autorités sanitaires et la communauté cible.

Soulignons que ce processus de restructuration des comités locaux est officialisé par le décret n°2020-553 du 15 octobre 2020, en favorisant l'implication des acteurs de la société civile dans la gestion du système sanitaire national. Dans cette optique, l'Observatoire congolais des droits des consom-



La maire de Mfilou congratulant les membres des Cosa/Adiac

mateurs(O2CD) a réalisé une étude en 2018 qui a permis de constater de nombreuses failles du système, dont la faible participation de la société civile et des communautés bénéficiaires dans la gestion des CSI. Grâce à un financement de plus de 26

millions FCFA de l'ambassade de France au Congo, l'observatoire est engagé dans le processus de restructuration de douze comités de santé dans cinq districts sanitaires du pays. « L'assemblée générale qui s'est tenue est l'une des activités du projet

de restructuration des comités de santé pour l'amélioration de l'accès de la population aux services de santé de qualité. Ce projet est piloté par l'O2CD », a indiqué le chargé de programmes à l'O2CD, Fulgence Mahindou.

Fiacre Kombo

VIH/SIDA

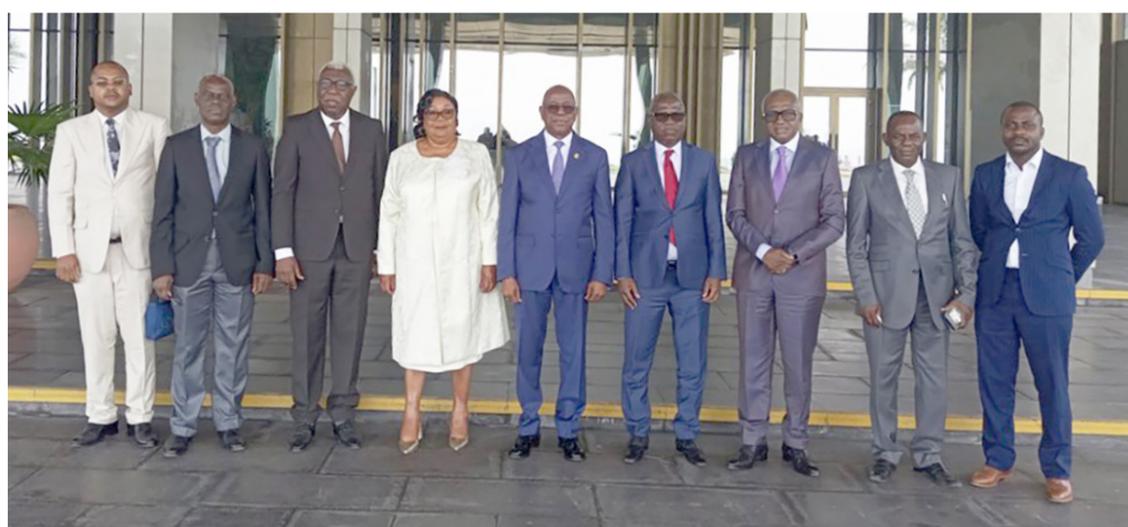
Les acteurs de la santé toujours mobilisés

Les acteurs de la santé ont mis à profit la Journée mondiale du pharmacien, célébrée le 25 septembre de chaque année, pour appeler les populations à comprendre que le sida n'a pas encore disparu et que la vigilance et la mobilisation de tous sont toujours recommandées.

La cérémonie d'ouverture de la conférence-débat organisée à cet effet a été placée sous la présidence du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, qui, dans son allocution, a salué l'engagement des pharmaciens aux côtés des autres acteurs de la santé dans la lutte contre le VIH/sida.

« Vous êtes les acteurs clés dans l'orientation et la sensibilisation des personnes vivant avec le VIH/sida. Vous avez la lourde mission de leur faire comprendre que l'on peut vivre avec cette maladie », a-t-il déclaré avant de les rassurer des efforts que déploie le gouvernement pour accompagner les pharmaciens, conscient des défis auxquels ils font face.

Prenant la parole à son tour, le président de l'Ordre national des pharmaciens, Jagger Mpandzo, a noté qu'en dépit des progrès réalisés dans la



La photo de famille après la cérémonie d'ouverture/Adiac

lutte contre le VIH/sida, il reste encore beaucoup à faire. C'est ainsi qu'il a invité les pharmaciens à ne pas baisser les bras dans la sensibilisation et l'orientation des personnes vivant avec cette maladie comme l'indique le thème national de cette journée, à savoir « Le sida n'a pas disparu, les pharmaciens restent vigilants et mobilisés ».

Au cours de cette journée, les

participants ont suivi diverses communications de haute facture, parmi lesquelles la leçon inaugurale sur les infections à VIH développée par le Pr Bienvenu Roland Ossibi-Ibara ; la situation épidémiologique du VIH/sida dans le monde et au Congo par la directrice générale du Centre national de lutte contre le sida, le Dr Mapapa Miakassissa ; prévalence hospitalière du VIH/

sida : données du laboratoire de biologie médicale de la clinique Cogemo par le Dr Narcisse Ngangoué ; relation pharmacien-patient dans la riposte contre le VIH/sida par le Dr Gogo Mabilia ; impact des interventions pharmaceutiques sur l'adhérence au traitement ARV par le Dr Didace Mazouka ; rôle du pharmacien dans la riposte contre le VIH/sida par le Dr Ray Mankélé.

Notons qu'au niveau mondial, cette journée a été placée sur le thème « Les pharmaciens répondent aux besoins mondiaux en matière de santé ». Cette thématique justifie que ces dernières années, les pharmaciens ont endossé de nombreuses responsabilités dont la plus plausible avait été la vaccination contre le coronavirus.

La Journée mondiale du pharmacien a été une occasion de leur rendre un grand hommage au rôle qu'ils jouent dans les soins de santé. Travaillant la main dans la main avec les médecins et infirmiers, les pharmaciens veillent à l'utilisation des médicaments, gèrent les interactions médicamenteuses, surveillent les effets secondaires et dispensent des soins pharmaceutiques aux patients. Leur expertise garantit des traitements non seulement efficaces, mais aussi adaptés aux besoins de chaque patient.

Roger Ngombé

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Université Marien-Ngouabi lance un préavis de grève

Le collège intersyndical de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG) a publié, le 26 septembre, à Brazzaville un préavis de grève dans 72 heures en raison du non-paiement des salaires depuis le mois de juillet 2024.

Outre, le non-paiement des salaires des travailleurs de l'UMNG depuis le mois de juillet 2024, les agents plaident également pour le paiement de toutes les heures diverses dues depuis 2018 ; la signature du nouveau Protocole d'accord, gage d'une paix sociale à l'UMNG.

Le collège intersyndical constate avec grand désarroi, à la veille de la rentrée scolaire et universitaire, le non-respect des engagements pris par le gouvernement concernant les questions qui se posent à l'UMNG. Il met en garde toute personne qui tenterait de récupérer politiquement ce préavis de grève. Précisons que le collège intersyndical de l'UMNG regroupe le Syndicat du personnel non-enseignant du supérieur, le Syndicat national de l'Université et le Syntesup.

Guillaume Ondze

GABON

Le recensement général de la population et de l'habitation fixé du 4 au 20 octobre

Le gouvernement gabonais de transition a annoncé, par l'entremise de la direction générale de la statistique, l'organisation du 4 au 20 octobre du recensement général de la population et de l'habitation.

En application des Hautes instructions du chef de l'Etat de la transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, et en conformité avec les recommandations de la Commission statistique des Nations unies, le Gabon réalise son septième recensement général de la population et de l'habitation du 4 au 20 octobre.

Il concerne l'ensemble de la population vivant au Gabon. Les populations recensées sont l'ensemble des personnes résidant dans la République gabonaise quelles que soient leur nationalité et leur situation de séjour.

Selon les organisateurs, le recensement général de la population vise à recueillir des informations démographiques précises et à jour, permettant aux autorités de mieux comprendre la structure de la population, ses besoins et ses caractéristiques.

Le recensement général de la population fournit des informations détaillées sur la composition de la population en termes d'âge, de sexe, d'éducation, d'emploi, de santé, et d'autres facteurs clés. Ces données sont nécessaires notamment pour élaborer des politiques

publiques adaptées en matière de répartition des ressources et de développement urbain et rural. Et ce pour répondre aux besoins spécifiques des différentes couches de la population, d'après les mêmes sources.

L'objectif général du gouvernement est de produire et diffuser des données démographiques et socio-économiques actualisées, pertinentes et fiables, pour contribuer efficacement à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques et programmes de développement.

Actuellement, des agents cartographes sont en formation dans trois pôles de formation dans trois grandes villes, à savoir Libreville, Port Gentil et Franceville. Par ailleurs, les activités de sensibilisation sont lancées en vue de préparer la collecte des données relatives à la cartographie censitaire sur l'ensemble du territoire national.

Xinhua

Le recensement général de la population fournit des informations détaillées sur la composition de la population en termes d'âge, de sexe, d'éducation, d'emploi, de santé, et d'autres facteurs clés. Ces données sont nécessaires notamment pour élaborer des politiques publiques adaptées en matière de répartition des ressources et de développement urbain et rural.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gouesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

SÉNÉGAL

Les partis politiques se mobilisent en prévision des législatives anticipées

Les préparatifs des élections législatives anticipées du 17 novembre rythment l'actualité politique au Sénégal, marquée par la réflexion des partis politiques à la manière d'y aller seuls ou de nouer des alliances pour briguer les suffrages des électeurs, ainsi que par la mobilisation du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique en vue d'une meilleure organisation du scrutin.

Dans une adresse à la nation le 12 septembre dernier, le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a dissous l'Assemblée nationale dont la majorité des députés, soit 83 sur 165, appartiennent au groupe parlementaire de l'ancienne majorité présidentielle.

Lundi, sept personnalités politiques ont déclaré avoir noué une alliance dénommée «Samm Sa Kadu» (respecter sa parole, en langue wolof) pour prendre part aux élections. Il s'agit notamment du Parti de l'unité et du rassemblement (PUR), de l'Alliance pour la relève citoyenne (ARC), de Taxawu Senegaal, des Serviteurs, du Parti républicain pour le progrès (PRP), du mouvement Gueum Sa Bopp et de l'Alliance générationnelle pour les intérêts de la République (AGIR). Les cinq premières formations citées avaient présenté un candidat à l'élection présidentielle de

mars dernier.

«Samm Sa Kadu» vise à «offrir aux populations sénégalaises des représentants crédibles, capables d'assumer pleinement le rôle de parlementaires au service exclusif du peuple», ont indiqué les responsables de cette alliance électorale dans un communiqué.

De leur côté, les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef, parti au pouvoir) vont aller aux législatives sous leur propre bannière, a annoncé samedi dernier le Premier ministre, Ousmane Sonko, par ailleurs président dudit parti. Vingt-quatre heures après cette annonce, le Parti démocratique sénégalais (PDS) de l'ancien président Abdoulaye Wade (2000-2012) et l'Alliance pour la République (APR) du président sortant Macky Sall (2012-2024) ont annoncé avoir noué une alliance avec Rewmi, le parti de l'ancien

Premier ministre Idrissa Seck, candidat malheureux à la dernière présidentielle.

Dans un communiqué remis à la presse, ils ont fait part de leur «volonté de mettre en place une grande coalition politique, ouverte aux alliés respectifs et à toute formation politique qui souhaiterait la rejoindre, afin de remporter largement les élections législatives prochaines».

De son côté, le Parti socialiste (PS) a rejoint la Nouvelle Responsabilité, un mouvement dirigé par Amadou Ba, ancien Premier ministre de Macky Sall et candidat de «Benno Bokk Yaakaar» (la majorité présidentielle sortante) à l'élection présidentielle de mars dernier.

Pour une meilleure organisation du processus électoral, la Direction générale des élections (DGE) a présenté, dimanche dernier, un outil

informatique d'assistance à la constitution des dossiers de candidature à l'intention des formations ou coalitions de partis politiques désireuses de prendre part aux élections législatives.

Cet outil permettra d'éviter certains problèmes liés notamment à l'âge et au respect de la parité homme/femme. Il permettra également de «savoir si la personne investie est bien électrice et qu'elle ne se trouve sur aucune autre liste de candidature», a expliqué la DGE.

Samedi dernier, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, le général Jean Baptiste Tine, avait rencontré les représentants de partis, formations et coalitions politiques, ainsi que les membres de la société civile pour discuter du processus électoral et avoir la même compréhension du calendrier électoral.

La BM soutient le gouvernement dans ses priorités

La Banque mondiale (BM) a exprimé mardi sa volonté de soutenir les priorités du gouvernement sénégalais, notamment dans les secteurs de la gouvernance, de l'agriculture, de l'énergie, de l'économie numérique, de l'éducation et de la santé.

Ce soutien s'inscrit dans un nouveau cadre de partenariat pays en cours d'élaboration et qui concernera le Sénégal durant la période 2025-2030, a précisé la BM dans un communiqué.

Ce cadre de partenariat, qui ouvre la voie à des opportunités prometteuses pour un développement durable et inclusif, permettra d'assister à «une nouvelle étape du partenariat de plus de soixante ans» qui lie le Sénégal à la Banque mondiale, a ajouté la BM.

L'une de ses missions, dirigée par le vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque mondiale, Ousmane Diagana, a récemment effectué une visite au Sénégal.

Xinhua

SOUDAN

L'Union africaine appelle à la fin « immédiate » des combats

L'Union africaine (UA) a appelé, le 24 septembre, à la « cessation immédiate » des combats dans la grande ville soudanaise d'El-Fasher (Sud-Ouest), dénonçant une « escalade » de la crise après un assaut ce week-end des forces paramilitaires.

Le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a condamné «fermement l'escalade actuelle de la crise et la propagation de la violence» dans la ville. En effet, il a fait plus part de sa «préoccupation face à la détérioration de la situation sécuritaire dans toutes les provinces du Soudan». Selon Faki Mahamat, «il ne peut y avoir de solution militaire à la crise au Soudan», et les combats «ne font que prolonger les souffrances du peuple soudanais».

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'était dit «gravement préoccupé» par les informations faisant état d'une offensive «à large échelle» des Forces de soutien rapide (FSR), enjoignant le général Daglo à «agir de manière

responsable et à immédiatement donner l'ordre de stopper l'attaque». De son côté, le président américain, Joe Biden, a demandé aux dirigeants du monde entier d'arrêter d'armer les généraux qui s'affrontent depuis 18 mois et d'aider à arrêter cette guerre.

En septembre, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé un bilan d'au moins vingt-mille morts depuis le début du conflit, mais certaines estimations vont jusqu'à cent cinquante mille victimes, selon l'émissaire américain pour le Soudan, Tom Perriello. Plus de dix millions de personnes ont aussi été déplacées par les combats ou contraintes de se réfugier à l'étranger, soit un Soudanais sur cinq.

La guerre oppose depuis avril 2023 l'armée, dirigée



Le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat/DR

par le général Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane, aux paramilitaires des FSR de son ex-adjoint, le général Mohammed Hamdan Daglo, dit «Hemetti».

Les paramilitaires assiègent

la métropole depuis mai et ces derniers mois les violences ont tué des centaines de personnes, selon l'ONG Médecins sans frontières. Les deux camps ont été accusés de crimes de guerre,

notamment de viser les civils, de bombarder de manière indiscriminée des zones résidentielles et de se livrer à des pillages ou de bloquer l'aide humanitaire vitale.

A l'Assemblée générale de l'ONU, la guerre au Soudan sera débattue, au même titre que les conflits en Ukraine ou à Gaza. Consciente du prix que paient les Soudanais, la communauté internationale veut passer en revue toutes les pistes qui permettraient d'arriver à une solution politique, tout en étant extrêmement vigilante à ce que cette guerre civile ne déborde pas au-delà des frontières. Pas moins de quatre réunions sont prévues à New York pour évoquer la situation humanitaire et un possible règlement politique au Soudan.

Yvette Reine Nzaba

5G



La 5G arrive chez nous au Congo...

Le jeudi 26 septembre 2024 a été une journée riche en couleurs et en découvertes au sein de MTN Congo. L'ensemble du personnel a vécu une expérience immersive dans un univers plein de possibilités et d'innovation.

Lors de cet événement marquant le Pré-Lancement de la 5G, les agents de MTN Congo ont eu l'opportunité de tester en avant-première les fonctionnalités de cette technologie qui révolutionnera le paysage des Télécommunications au Congo.



La 5G est là... Préparez-vous à la transformation.

79^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Félix Tshisekedi pour des sanctions ciblées contre le Rwanda

La question de l'agression rwandaise contre la RDC a été au menu de l'intervention du président de la République, Félix Tshisekedi, le 25 septembre à la tribune de la 79^e Assemblée générale des Nations unies.

L'occasion était donnée au chef de l'État congolais de rappeler à la communauté des nations l'urgence de sanctionner le Rwanda dont les troupes n'arrêtent d'insécuriser l'Est de la RDC. Vivement, Félix Tshisekedi a appelé à des sanctions ciblées contre le Rwanda qu'il a qualifié de pays agresseur. «*La résurgence du groupe terroriste M23, soutenu par le Rwanda, a provoqué une crise humanitaire sans précédent, avec près de sept millions de déplacés internes. Nous appelons la communauté internationale à condamner fermement ces actes et à imposer des sanctions ciblées contre le Rwanda pour son rôle déstabilisateur*», a déclaré le président Félix Tshisekedi du haut de la tribune des Nations unies.

Toujours dans le même chapitre, le président Félix Tshisekedi a placé un mot sur la protection des ressources naturelles de la RDC estimant qu'il était essentiel de renforcer la traçabilité



Le président Félix Tshisekedi s'exprimant à la tribune des Nations unies/DR

des minerais stratégiques, indispensables aux équipements technologiques. Cette approche, a-t-il ajouté, permettra «*d'assurer une exploitation responsable et durable de nos ressources*».

Au sujet de la feuille de route de Luanda, il a réaffirmé l'engagement de son pays dans la mise en œuvre de ce plan de paix avalisé dans le cadre du processus de Luanda. Celui-ci promet un dialogue de haut niveau visant à

restaurer la confiance entre la RDC et le Rwanda, tout en minimisant le risque que la crise sécuritaire actuelle ne dégénère en conflit régional. Sur la question du climat, le président Félix Tshisekedi a ré-

affirmé le rôle de premier plan qu'entend jouer désormais la RDC, pays riche en biodiversité et en ressources naturelles. Et d'ajouter que la RDC se positionne, d'ores et déjà, comme un acteur clé dans la lutte contre le changement climatique. Après plus de trois décennies d'absence au Conseil de sécurité, la RDC se porte à nouveau candidate, soutenue par l'Union africaine et par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), au poste de membre non-permanent pour la période 2026-2027, lors des élections qui se tiendront à New York en juin 2025. Une fois élue, a dit le président Tshisekedi, «*la RDC entend jouer un rôle proactif au sein du Conseil de sécurité, participant à la revitalisation de la Charte des Nations unies et contribuant de manière constructive aux débats et aux actions qui en découlent*».

Sylvain Andema

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr





AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIACTV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIACTV NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE



ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

RTNC

Les agents pressent le ministre du Budget à valider le nouveau barème salarial

La tension sociale est à son comble à la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) où les agents réclament le paiement de leur salaire.

Trainant près de quinze mois d'arriérés de salaire, ces agents pointent un doigt accusateur au ministre du Budget, Aimé Boji, qui non seulement tarde à s'exécuter, mais en plus refuse de valider le nouveau barème salarial. C'est sur ces entrefaites que le personnel de cette grande entreprise publique a observé un sit-in à la Primature le 25 septembre. À en croire le président de la délégation syndicale de l'administration centrale de la RTNC, René Kalonda, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée jusqu'à présent. Et de préciser que les revendications vont se poursuivre tant que leurs demandes ne seront pas satisfaites. «*Nous avons soulevé quatre problèmes majeurs. Premièrement, le nouveau barème salarial, qui n'a pas été contresigné par les ministres des Budgets depuis 2021. Deuxièmement, il y a la prime de motivation, qui représente 25 % du barème précédent et qui n'a pas été versée depuis 16 mois. En troisième lieu, nous abordons la question*



«Nous avons soulevé quatre problèmes majeurs. Premièrement, le nouveau barème salarial, qui n'a pas été contresigné par les ministres des Budgets depuis 2021. Deuxièmement, il y a la prime de motivation, qui représente 25 % du barème précédent et qui n'a pas été versée depuis 16 mois. En troisième lieu, nous abordons la question de la redevance audiovisuelle, et enfin il y a le dossier de la CNSS »

de la redevance audiovisuelle, et enfin il y a le dossier de la CNSS », a-t-il expliqué. «Nous parlons des nouveaux barèmes salariaux qui tardent à être signés... Il y a aussi l'épineux problème de la redevance... et aussi les conditions de travail à l'antenne, l'hygiène et la sécurité laissent à désirer », a, pour sa part, réagi un membre du personnel.

Après le sit-in de la Primature, une délégation des manifestants a été conduite au ministère du Budget pour une séance de travail avec l'équipe du ministre. À l'issue de cette rencontre, les délégués du personnel de la RTNC ont été conviés à revenir plus tard pour poursuivre les négociations, étant donné qu'aucune résolution n'a été prise pour résoudre les problèmes soulevés. Les manifestants menacent d'aller carrément en grève si le gouvernement ne s'exécute pas dans les meilleurs délais en avalisant la majoration de leur salaire à hauteur de 25% et le nouveau barème salarial.

Sylvain Andema

EST DE LA RDC

Antonio Guterres réitère le soutien des Nations unies aux initiatives de paix régionales.

La question de la paix dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) avait également été abordée par le président Angolais, Joao Lourenco.

Au cours d'un entretien avec le président congolais, Félix Tshisekedi, le 25 septembre, à New-York, en marge du 79e sommet des Nations unies, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réitéré le soutien des Nations unies aux initiatives de paix régionales. Les deux personnalités ont abordé la situation sécuritaire et humanitaire dans la partie Est de la RDC et l'évolution du processus de Luanda pour parvenir à une paix juste et durable dans la région des Grands Lacs. Par ailleurs, la question de la paix dans l'Est de la RDC avait également été abordée lors de la prise de parole du président Angolais et médiateur de l'Union africaine dans la crise entre la RDC et le Rwanda, Joao Lourenco, à la tribune des Nations unies, le 24 septembre. Il a présenté la proposition d'accord de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. João Lourenço reste rassuré qu'un terrain d'entente sera trouvé pour la pacification de la région des Grands Lacs, dans le cadre du processus de Luanda. Il a affirmé que les dispositions autour de l'accord de paix ont déjà été examinées par les parties prenantes au niveau ministériel. Ce qui va aboutir à la tenue d'un sommet pour la signature de l'accord de paix définitif.

Jules Tambwe Itagali

SUD-KIVU

Caritas/Congo dénonce le meurtre de l'un de ses agents humanitaires

Le Réseau national Caritas en RDC condamne fermement cet acte de violence insensée et appelle les autorités compétentes à prendre des mesures immédiates pour traduire les responsables de ce crime odieux en justice.

Dans un communiqué de presse rendu public, la Caritas /Congo dénonce avec véhémence l'assassinat de l'un de ses humanitaires en la personne de Dieudonné Barhondeze Lushombo, abattu récemment par des éléments armés du groupe Raia Mutomboki Wazalendo à la barrière de Cholobera dans le village de Cifunzi, groupement de Kalonge dans le territoire de Kalehe dans la province du Sud-Kivu alors qu'il se rendait à son travail habituel d'accompagnement des communautés locales.

L'assassinat de Dieudonné Barhondeze Lushombo s'est produit pendant que l'infortuné plaçait la cause d'une infirmière victime des tracasseries par ces miliciens qui sèment la terreur dans la population. Le Réseau national Caritas en RDC qui condamne fermement ce meurtre appelle les autorités



Dieudonné Barhondeze, agent de la Caritas abattu/DR

compétentes à prendre des mesures immédiates pour traduire les responsables en justice. «*Nous demandons également la suppression des barrières illégales érigées par ces groupes armés, qui entravent la libre circulation des ci-*

toyens et des travailleurs humanitaires», affirme le communiqué de presse.

Tout en présentant ses sincères condoléances à la famille biologique, à ses collègues de Caritas Bukavu, ainsi qu'à toute la communauté humanitaire, Caritas souligne une fois de plus les risques énormes auxquels sont confrontés les travailleurs humanitaires en RDC, et l'urgence de renforcer la sécurité dans les zones des conflits.

Le Réseau national Caritas en RDC reste déterminé à poursuivre sa mission d'aide et de soutien international aux vulnérables, malgré les défis et les dangers. «*Nous appelons à la solidarité nationale et internationale de garantir la protection des acteurs humanitaires et des civils dans les zones affectées par les conflits* », conclut la Caritas.

Blandine Lusimana

8^e ÉDITION DU FESTHÉC

Les troupes chrétiennes se donnent rendez-vous à l'IFC

L'une des troupes à la 7^e édition sur scène./DR

Durant quatre jours, la huitième édition du festival de théâtre chrétien (Festhéc) communiquera aux jeunes chrétiens à travers les différentes représentations théâtrales sur scène, les valeurs morales, civiques et intellectuelles. Des troupes théâtrales des églises de Brazzaville seront en compétition du 30 octobre au 2 novembre à l'Institut français du Congo (IFC) à partir de 15 heures. Chacune d'elle abordera des faits de société qui interpellent la conscience du public. Des prix seront remis à la meilleure troupe, meilleure mise en scène ainsi qu'aux acteurs et actrices de cette édition. Association chrétienne à but non lucratif, le festhéc est une plateforme d'expression et de promotion du théâtre en milieu chrétien. Ce festival contribue également à faire vivre le théâtre congolais. L'entrée est payante.

Rosalie Tsiankolela Bindika

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Makosso Kitombet Alain.
Je souhaiterai être désormais appelé Nkakou Makosso Kitombet Alain.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

NÉCROLOGIE



Les enfants Ndala (Kisito, Emma, Edwige, Audrey...) ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, Julienne Babindamana, survenu le 21 septembre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n°849 rue Moundongo à Makélékélé, marché Bourreau, croisement avenue des dalettes.
La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Bulgarie, match en retard de la 3^e journée, 1^{re} division

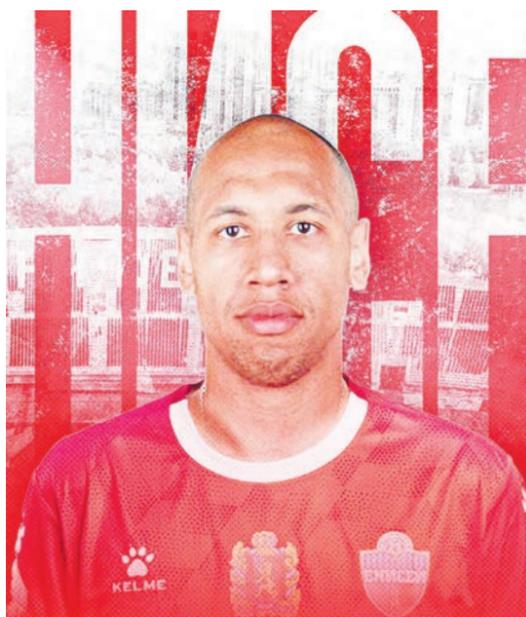
Le CSKA 1948 prend un point chez le Septemvri Sofia (1-1). Ryan Bidounga était titulaire dans l'axe gauche de la défense du CSKA, 7^e avec 13 points.

Luxembourg, 8^e journée, 1^{re} division

Match arrêté, en raison des fortes pluies, entre Niedercorn et le Racing Union au bout de 31 minutes. Yann Mabella était titulaire au coup d'envoi du match.

Norvège, 24^e journée, 2^e division

Start bat Asane (3-1). Remplaçant, Faites-Prévu Kaya Makosso est entré à la 74^e. Russie, transfert Emmerson Illoy-Ayyet a quitté, le 12 septembre, le FK Ural, où son temps de jeu s'était réduit cette saison. Le défenseur international de 28 ans a signé, dans la foulée, un contrat d'une saison en faveur du Yenisey



Emmerson Illoy Ayyet a changé de club le 12 septembre, mais reste en deuxième division russe (DR)

Krasnoyarsk, actuel 11^e du championnat de 2^e division.

Aligné le 21 septembre avec son nouveau club en championnat, il devrait être titulaire ce soir en Coupe de Russie à Kostroma.

Angleterre, 11^e journée, 5^e

division

Encore une défaite pour Fylde, battu à domicile par Tamworth (1-2). Remplaçant, Offrande Zanzala est entré à la 64^e.

Autriche, 7^e journée, 3^e division

La réserve de Lask s'incline face à Neuhofen (2-3). Sans Queyrell Tchicamboud, absent du groupe.

Italie, 2^e tour de la Coupe

Antoine Makoumbou était titulaire lors du court succès de Cagliari face à Cremonese (1-0).

Roumanie, 10^e journée, 1^{re} division

L'Arad est tenu en échec par Iasi (0-0). Sans Ravy Tsouka Dozi, abse

Turquie, match en retard de la 2^e journée, 2^e division

L'Enseler Erokspor bat le Yeni Malatyaspor 2-1. Francis Nzaba, titulaire, a été averti à la 30^e et remplacé à la 71^e.

Camille Delourme



UNHCR

United Nations High Commissioner for Refugees
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

REPRÉSENTATION EN REPUBLIQUE DU CONGO

Boîte postale :1093
18, Avenue Emile Biayenda
Quartier Mission Catholique Sacré coeur
Centre-ville - Brazzaville
République du Congo

Tel.: 06.808.13.24
05.737.37.03
email: cobbr@unhcr.org

ANNONCE RELATIVE A LA PUBLICATION D'UN (01) AVIS D'APPEL D'OFFRES AU HCR EN REPUBLIQUE DU CONGO.

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), lance la publication d'un avis d'appel d'offres ci-dessous :

- N° HCR/BZV/SUP/RFP/04/2024 « Pour les travaux de réhabilitation et extension du nouveau bureau National du HCR à Brazzaville »

Les dossiers de candidatures sont à retirer :

- A la guérite du Bureau National du HCR, sis au n° 18, de l'avenue Cardinal Emile BIAYENDA, quartier Cathédrale Sacré cœur, Centre-ville. Brazzaville.

Les offres signées et cachetées devront être déposées auprès du Secrétariat de la Représentation à la même adresse, **au plus tard le 18 octobre 2024 - 12:00 hrs**

Brazzaville, le 25 septembre 2024

Section Approvisionnement
UNHCR Brazzaville

OLYMPIADE INTERNATIONALE DE LA LANGUE RUSSE 2024

Lancement des présélections

La Maison Russe (MR) a organisé, le 25 septembre, à Brazzaville une cérémonie marquant le lancement officiel des épreuves de présélection à la 20^e édition de l'Olympiade internationale de la langue russe pour les élèves étrangers. Au total neuf bacheliers congolais, âgés de 17 à 18 ans, sont en lice et les meilleurs seront invités à Moscou pour la finale.

Lancée en 1972, l'olympiade internationale de la langue russe pour les élèves étrangers se déroule en partie pour la toute première fois en ligne. « D'habitude, il y avait d'abord les olympiades nationales qui se déroulaient dans différents pays à l'issue desquelles on retenait les meilleurs qui représentaient leur pays à Moscou à l'olympiade internationale. Cette fois-ci, la phase de présélection se déroule simultanément pour tous les candidats du monde entier en ligne à partir d'aujourd'hui jusqu'au 1^{er} octobre », a fait savoir Roger Kanza, inspecteur de la langue russe à la retraite et administrateur à la MR, ancien lauréat des olympiades de la langue russe en 1981.

A en croire ses propos, les élèves qui se démarqueront iront en demi-finale qui se déroulera le 10 octobre. Ceux qui vont passer l'étape de demi-finale se retrouveront en finale prévue du 30 octobre au 3 novembre à Moscou en Russie. Les frais de voyage aller-retour à Moscou, l'héber-

gement et le repas, ainsi qu'un programme culturel pour les finalistes olympiques seront pris en charge par le comité d'organisation piloté par l'Institut d'État de la langue russe Alexandre Pouchkine et l'Association internationale des professeurs de langue et littérature russes.

Les candidats congolais, tous récents bacheliers, sont inscrits dans la catégorie des lycéens qui étudient le russe comme langue étrangère. En ce qui concerne la phase de présélection qui se tient du 25 septembre au 1^{er} octobre, chaque candidat a reçu dans sa boîte mail les épreuves à traiter puis à renvoyer au comité d'organisation en ligne. Le comité d'organisation corrigera le travail de chaque candidat et renverra les résultats. Comme tous les participants, les candidats congolais peuvent travailler à domicile ou à la Maison Russe qui a mis à leur disposition des ordinateurs, une connexion Wifi et l'électricité en permanence. « Ils peuvent venir ici autant de fois qu'ils voudront pour traiter les épreuves



Roger Kanza donnant des consignes aux élèves au lancement de la présélection de la 20^e édition de l'Olympiade internationale de la langue russe pour les élèves étrangers/Adiac

et les renvoyer au comité d'organisation. Contrairement à la maison où ils ont beaucoup de liberté dans le traitement des épreuves, ici nous les surveillons pendant qu'ils travaillent afin de les mettre dans le bain de la finale. Parce que si tu triches, là-bas tu ne pourras pas le faire. Je les exhorte simplement au travail », a déclaré

Roger Kanza.

L'un des candidats, Mongo-Ondina-Bakoula Philipp-Immaculé, se réjouit de participer à cette phase de présélection de la 20^e édition de l'olympiade internationale de la langue russe pour les élèves étrangers. « J'ai déjà participé à ce genre de concours à l'échelle nationale. Toutefois, je me sens capable d'affronter la scène in-

ternationale. J'ai confiance en mes capacités et je suis sûr que mes collègues et moi pourrions vraiment faire honneur à notre pays. Un grand merci à la Maison Russe de nous avoir longtemps ouvert ses portes pour s'imprégner de cette langue qui offre beaucoup d'opportunités à l'international », a-t-il confié.

Merveille Jessica Atipo

TROPHY CONTINENTAL

Vingt-trois Diabes rouges déjà en chantier

Dans le cadre des préparatifs de la version africaine du Trophy qui aura lieu au début novembre à Addis-Abeba en Ethiopie, 23 athlètes présélectionnés pour le compte de l'équipe nationale des moins de 20 ans sont actuellement en stage à Brazzaville.

Le Congo, qui a été sacré champion d'Afrique centrale au Cameroun lors du trophy de la zone Afrique centrale, chez les U 20, devrait représenter la sous-région dans cette compétition. Le trophy continental mettra aux prises les meilleures équipes des différentes zones d'Afrique. Les jeunes Congolais ont débuté les séances d'entraînement ce 26 septembre au gymnase Nicole-Oba de Brazzaville. Pour l'instant, le rythme de travail n'est pas quotidien, mais ils vont travailler trois jours sur sept. Très déterminés, les athlètes congolais qui dominent l'Afrique centrale depuis plusieurs années souhaitent donner le meilleur d'eux-mêmes pendant les entraînements pour faire des merveilles durant la compétition et arracher la qualification au trophy mondial. « Nous avons tous la même vision et voulons travailler dur pour rendre fier notre pays. Notre objectif consiste à obtenir la qualification puisque nous sommes très déterminés. Nous avons juste besoin de la présence et l'accompagnement des autorités. Nous voulons vraiment faire de cette compétition un tremplin pour l'émanci-



Les athlètes après la séance d'entraînement/Adiac

ation du handball masculin », a expliqué un joueur.

Ils viennent des grands clubs du Congo, notamment ceux de Brazzaville ainsi que de Pointe-Noire. A en croire l'entraîneur principal de cette équipe, Guy Roch Serge Okomo, les joueurs se connaissent bien et le travail du staff technique consistera à préparer une équipe prête à défendre le pays. Pour réussir cette mission, coach Roch devra compter sur le savoir-faire des autres membres du staff tech-

nique puisqu'il est secondé par Philéas Sita Batantou ainsi qu'Achard Kibaki. Vermiche Ngakouomo assure les fonctions de kinésithérapeute au moment où Rude Ngoma se chargera de la communication de l'équipe en qualité d'analyste vidéo. L'intendance est assurée par Herman Angonga.

Le trophy est, en effet, une compétition de la Fédération internationale de handball réservée aux jeunes athlètes des moins de 20 ans. Elle vise à promouvoir le

talent des jeunes joueurs, notamment dans les pays où le handball masculin peine à décoller. La Fédération congolaise de handball, dirigée par Ayessa Ndinga Yengue, s'est déjà engagée dans la préparation de cette équipe ainsi que les autres sélections et clubs qui préparent les compétitions continentales.

Liste des joueurs**Gardiens de buts**

Balekali Staline (ASOC)
Bokoli Dieudonné(ASOC)

Odia Onamoue (Inter Club)
Traore Ibrahim (CFJSO)

Demi centre

Ngatsono Francel (Etoile du Congo)
Kouba Ntiele Gloire (Caïman)
Ndion Josué (CFJSO)
Hieredi Sage (BMC)

Arrières

Okoko Elenga Serge (Etoile du Congo)
Mfoumoukanda Gloire (Etoile du Congo)
Magnalet Donovan (BMC)
Bifouma Nalguche (Etoile du Congo)
Mondzali Bienvenu (BMC)
Andzi Guechon Jordisse (Petro Sport Orange)

Ailiers

Meeka Jonathan (CFJSO)
Mbani Mpika Justin (Etoile du Congo)
Pandha Tolouke Néhémie (Caïman)
Nkpunkou Saint (BMC)
Nzomossi Frédéric (Etoile du Congo)

Pivots

Oumba Nicola (CFJSO)
Ongania Reich (Diabes noirs)
Nzoutani Maxime (Patronage)
Ibomi Dodo Bob (Diabes noirs)

Rude Ngoma



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



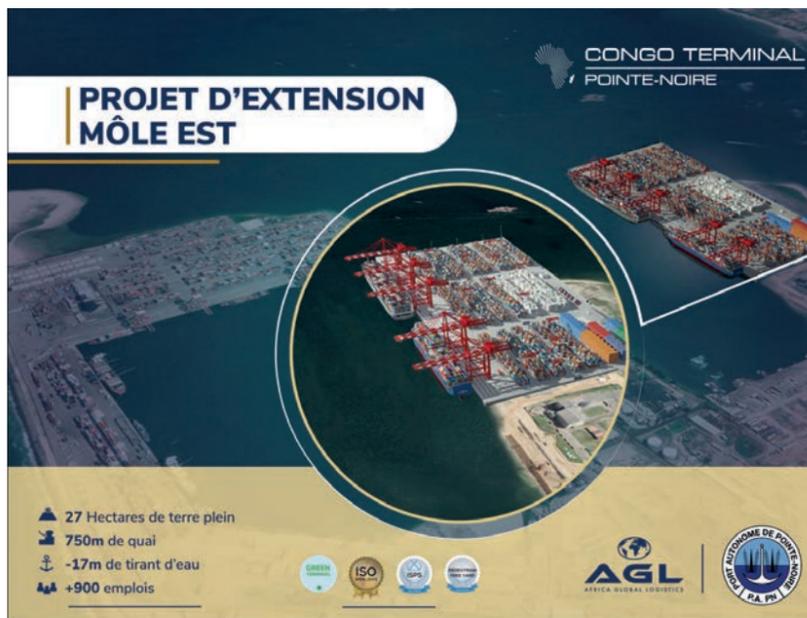
PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Un investissement de plus de 400 millions pour le nouveau terminal portuaire

La société Congo Terminal, filiale d'Afric Global Logistics (AGL), a annoncé le 26 septembre, à l'occasion de Pointe-Noire business Forum, la construction d'une nouvelle plateforme portuaire au Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) pour un investissement global de près de 400 millions d'euros. Cet investissement vise à anticiper, par Congo Terminal, la croissance de ses activités par la dotation d'un nouveau terminal à conteneurs appelé « Môle Est » qui sera opérationnel en 2027.

Ce nouveau terminal sera doté de 750 m de linéaires de quais avec un tirant d'eau de 17m ; 26 hectares de terre-plein et 16 portiques 100% électriques dont 4 portiques de quai et 12 portiques de parc. Une importante campagne de dragage permettra d'élargir le chenal à 300 m au niveau du coude et 250 m pour les autres parties. « Le projet "Môle Est" marque un tournant pour le port de Pointe-Noire. Il va permettre de créer plus de 900 emplois supplémentaires et dynamiser les échanges économiques dans la sous-région », a indiqué le directeur général du PAPN, Séraphin Bhalat.

Selon Anthony Samzun, directeur général de Congo Terminal, la construction du Môle Est est un projet conjoint du Port autonome de Pointe-Noire et Congo Terminal pour accroître les capacités nautiques et opérationnelles du terminal à conteneurs de Pointe-Noire. Le but, a-t-il précisé, est d'anticiper sur les nouveaux besoins des usagers du port de Pointe-Noire et des lignes maritimes qui pourront escaler avec leurs plus gros navires. A travers ce projet, Pointe-Noire s'ancre ainsi comme une référence sur l'échiquier maritime mondial.



Maquette de la nouvelle plateforme portuaire du Port autonome de Pointe-Noire/DR

Grâce à ses nouvelles infrastructures faites dans le respect des exigences de la certification EDGE, Congo Terminal sera en mesure d'accueillir des navires de plus grande capacité, en provenance d'Asie, du sous-continent indien et d'Europe. Ce développement fera passer la capacité des terminaux de 1 million à plus de 2,3 millions de conteneurs équivalents vingt

pieds (EVP) par an.

Aussi le projet « Môle Est » vaudra-t-il soutenir le développement économique et social du pays ainsi que la dynamique des corridors de la sous-région afin de permettre au port de Pointe-Noire de consolider sa position de hub de transit et de transbordement de l'Afrique centrale. Filiale d'Africa Global Logistics, Congo Terminal est l'opérateur

exclusif des activités de manutention de navires porte-conteneurs et rouliers escalant au port de Pointe Noire.

L'entreprise est engagée dans un partenariat public-privé qui lui permet de répondre aux exigences de ses clients armateurs, importateurs ou exportateurs. Grâce à ses nombreux investissements, Congo Terminal participe à l'amélioration du pouvoir d'achat et contribue activement à la lutte contre la vie chère.

Certifiée ISO 9001/2015, ISPS (sûreté) et Pedestrian Free Yard (HSE) et Green Terminal, l'entreprise dispose d'équipements et de technologies de pointe dont le système d'exploitation Navis 4. Congo Terminal a dépassé le seuil de 1 000 000 EVP manutentionné par an depuis 2022 et emploie près de 900 collaborateurs congolais. L'entreprise mène des actions solidaires en faveur de la jeunesse, de la protection de l'environnement et de l'éducation.

Guy-Gervais Kitina

CHU-B

La Fesytrasas expose ses revendications

Trois mois d'arriérés de salaires, autant de mois de retard de salaires, le relèvement de l'âge d'admission à la retraite, un plateau technique non conforme, telles sont, entre autres, des préoccupations qui mettent à mal la section syndicale de la Fédération syndicale des travailleurs de la santé et des affaires sociales (Fesytrasas) du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B).

Préoccupée par la bonne marche de son instrument de travail, une délégation de cette section syndicale affiliée à la Confédération syndicale congolaise (CSC) conduite par son secrétaire général, Bertellet Zebal, a eu le 26 septembre une séance de travail avec le bureau de l'Assemblée nationale représenté par son 1er vice-président, Léon Alfred Opimbat. « C'est l'état chaotique du CHU-B qui nous a emmenés en ces lieux. Nous avons écrit au président de l'Assemblée nationale qui a décidé de nous recevoir aujourd'hui pour lui expliquer en long et en large ce qui était notifié dans cette note. L'Assemblée nationale étant le représentant du peuple, et que le CHU étant un établissement public qui prend en charge la population qui a élu les députés, nous attendons qu'ils viennent au secours du CHU, selon leurs prérogatives », a expliqué le secrétaire général de la Fesytrasas CHU-B à la presse.



Les deux parties pendant la séance de travail/Adiac

En effet, les syndicalistes dénoncent la situation chaotique et alarmante dans laquelle est plongé actuellement le CHU-B sur les plans technique, fonctionnel et social. « Nous avons résumé la situation chaotique du CHU en trois volets. Il y a le plateau technique qui laisse à désirer. Sur le plan fonctionnel, nous n'avons plus d'organigramme et sur le plan social nous croupons avec trois

mois d'arriérés de salaires et deux mois de retard de salaires (juillet-août 2024) sans compter septembre finissant pour en faire trois. Il y a aussi la suspension des allocations familiales que nous ne percevons plus depuis près de dix ans. On nous a oubliés sur le relèvement de l'âge de départ à la retraite », a déploré Bertellet Zebal, se disant par ailleurs satisfait de l'attention particu-

lière de l'Assemblée nationale à ces questions, surtout de son 1er vice-président, Léon Alfred Opimbat, qui est également un médecin de profession.

Dans sa correspondance adressée aux autorités, la Fesytrasas CHU-B réclame les états généraux du CHU-B ; une enquête sur la gestion du prêt contracté auprès de la BDEAC à hauteur de 12 milliards FCFA ; un audit sur la gestion de l'hôpital ; la pu-

blication des résultats de l'enquête parlementaire ; le paiement sans délai de deux mois (juillet et août 2024) de retard de salaires. A cela s'ajoutent le respect des termes du relevé des conclusions entre le gouvernement et l'intersyndicale du CHU-B du 3 juin 2024 concernant la concomitance du paiement des salaires avec celui des fonctionnaires ; le paiement de trois mois d'arriérés de salaires (novembre 2019, décembre 2019 et décembre 2020), dont celui de novembre 2019 devait être payé dans un délai de trois mois à compter de la date de la signature dudit relevé des conclusions. Sans oublier le versement d'allocations familiales suspendues depuis plusieurs années, leur harmonisation à la somme de 5 000 FCFA et à l'insertion de ces dernières dans les bulletins de solde comme chez les fonctionnaires ; l'harmonisation de l'âge de départ à la retraite comparativement aux autres agents civils de l'État.

Parfait Wilfried Douniama